

Province de Liège
BULLETIN PROVINCIAL

Périodique

Sommaire

	<i>Pages</i>
<u>N° 108 REGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTERIEURE ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE</u>	603
<i>Arrondissement de HUY-WAREMME</i> <i>BRAIVES</i> <i>TINLOT</i>	
<i>Arrondissement de LIEGE</i> <i>FLERON</i> <i>WISE</i>	
<i>Arrondissement de Verviers</i> <i>PLOMBIERES</i>	
<u>N° 109 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES</u> <i>Approbation des comptes de gestion pour l'année 2014 des fonds provenant de différents legs</i> <i>Résolutions du Conseil provincial du 19 octobre 2015</i>	604
<u>N° 110 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Règlement général 2016 relatif à la perception des taxes provinciales</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par</i> <i>Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015</i>	616
<u>N° 111 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les établissements bancaires pour 2016</i> <i>Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par</i> <i>Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015</i>	631

<u>N° 112 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les dépôts de mitraille ou de véhicules hors d'usage pour 2016</i> Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015	637
<u>N° 113 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les permis et licences de chasse pour 2016</i> Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015	643
<u>N° 114 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement pour 2016</i> Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2016	649
<u>N° 115 SERVICES PROVINCIAUX - RÈGLEMENTS FISCAUX</u> <i>Règlement relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2016</i> Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015	656
<u>N° 116 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES – IMPÔTS</u> <i>Centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier pour 2016</i> Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 16 novembre 2015)	662
<u>N° 117 MONUMENTS ET SITES</u> <i>Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 (NEUPRE et ESNEUX)</i>	666
<u>N° 118 MONUMENTS ET SITES</u> <i>Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 (CLAVIER)</i>	666
<u>N° 119 COURS D'EAU</u> <i>Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 (SPA)</i>	667
<u>N° 120 COURS D'EAU</u> <i>Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 (FLERON)</i>	667
<u>N° 121 COURS D'EAU</u> <i>Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 (DALHEM)</i>	667

**N° 108 REGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTERIEURE
ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

*Délibérations des Conseils communaux des Communes des Arrondissements de
Huy-Waremme, Liège et Verviers*

<i>Commune(s)</i>	<i>Section(s)</i>	<i>Objet</i>	<i>Date de délibération</i>
-------------------	-------------------	--------------	---------------------------------

ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME

BRAIVES		<i>Arrêté de police interdisant la circulation dans les rues de Brivioulle et Nouvelle le 08 novembre 2015</i>	<i>30 octobre 2015</i>
OREYE		<i>30a. Ratification de l'arrêté de police pris le 17 septembre 2015 30b. Ratification de l'arrêté de police pris le 2 octobre 2015 30c. Ratification de l'arrêté de police pris le 6 octobre 2015 30d. Ratification de l'arrêté de police prise le 6 octobre 2015</i>	<i>26 octobre 2015</i>
TINLOT		<i>Ordonnance de police relative aux mesures de sécurité prise à l'occasion de l'organisation du Rallye du Condroz le 6, 7 et 8 novembre 2015</i>	<i>20 octobre 2015</i>
VILLERS-LE-BOUILLET		<i>Ordonnance temporaire de circulation routière rue Magritte</i>	<i>10 novembre 2015</i>

ARRONDISSEMENT DE LIEGE

AWANS		<i>Règlement du Code de Police</i>	<i>20 octobre 2015</i>
WISE		<i>Adoption des ordonnances de police temporaires</i>	<i>26 octobre 2015</i>
		<i>Adoption des ordonnances de police temporaires</i>	<i>09 novembre 2015</i>
		<i>Règlement complémentaire de police – voiries communales : place du Roi Albert</i>	<i>16 novembre 2015</i>

ARRONDISSEMENT DE VERVIERS

THIMISTER-CLERMONT		<i>Ordonnance de police relative aux mesures de circulation lors de l'émission RTBF « Ambassadeurs » route de Stockis et chemin des Mesures le 25/11/2015</i>	<i>16 novembre 2015</i>
	<i>Elsaute</i>	<i>Ordonnance de police temporaire relative aux mesures de circulation lors de la Sainte Eloi à Elsaute le 6/12/2015</i>	<i>16 novembre 2015</i>
PLOMBIERES		<i>Mesure de circulation le samedi 6 février 2015 à l'occasion du cortège carnavalesque</i>	<i>16 novembre 2015</i>

N° 109 SERVICES PROVINCIAUX - FINANCES

Approbation des comptes de gestion pour l'année 2014 des fonds provenant de différents legs

Résolutions du Conseil provincial du 19 octobre 2015

RÉSOLUTION n° 1

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « Veuve DEJAER » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er}. - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 281,59 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « Veuve DEJAER ».

Article 2. - de faire don du capital et intérêts à l'Institut royal pour handicapé de l'ouïe et de la vue (I.R.H.O.V.) de Liège.

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 2

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « MONTEFIORE-LEVI » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er} - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 42.761,58 € se répartissant comme suit :

- 24.791,97 € au compte courant de la Banque Belfius (compte « Sanatorium ») ;
- 17.969,61 € au compte courant de la Banque Belfius (compte « Dispensaires »).

Article 2. - d'affecter les revenus 2013 et 2014 dudit legs à l'ASBL Fonds des Affections Respiratoires (FARES) suite à la reprise du C.H.S. L'Accueil de Lierneux par l'Intercommunale de Soins spécialisés (ISoSL).

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 3

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « GABRIEL-HALIN » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er}.- d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 12.263,32 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « GABRIEL-HALIN ».

Article 2. – d'affecter les revenus 2013 et 2014 dudit legs à l'ASBL Fonds des Affections Respiratoires (FARES) suite à la reprise du C.H.S. L'Accueil de Lierneux par l'Intercommunale de Soins spécialisés (ISoSL).

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 4

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « Prix ROUSSEAU-BOSHOWERS » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article unique - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 3.104,27 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « ROUSSEAU-BOSHOWERS ».

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 5

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « BONDARIU » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er} - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 3.199,20 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « BONDARIU ».

Article 2. - d'affecter les revenus 2013 et 2014 dudit legs à l'ASBL Fonds des Affections Respiratoires (FARES) suite à la reprise du C.H.S. L'Accueil de Lierneux par l'Intercommunale de Soins spécialisés (ISoSL).

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 6

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « Marthe BRABANT-VECKMANS » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article unique - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 3.124,50 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « Marthe BRABANT-VECKMANS ».

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 7

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « Prix Fernand PETIT » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article unique - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 81.317,72 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « Fernand PETIT ».

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 8

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « Prix Raymonde SIMON » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article unique - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 33.432,23 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « Raymonde SIMON ».

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 9

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « BARTHOLOME Veuve LEONARD » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er} - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2013 par un boni de 15.258,92 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « BARTHOLOME Veuve LEONARD ».

Article 2. - d'affecter les revenus 2013 et 2014 dudit legs à l'ASBL Fonds des Affections Respiratoires (FARES) suite à la reprise du C.H.S. L'Accueil de Liernux par l'Intercommunale de Soins spécialisés (ISoSL).

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 10

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « Mykola DYHID » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er} - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 48.082,11 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « Mykola DYHID ».

Article 2. - d'affecter les revenus 2013 et 2014 dudit legs à l'ASBL Fonds des Affections Respiratoires (FARES) suite à la reprise du C.H.S. L'Accueil de Lierneux par l'Intercommunale de Soins spécialisés (ISoSL).

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 11

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « CUVELIER Veuve ROLAND » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article 1^{er} - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 10.354,85 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « CUVELIER Veuve ROLAND ».

Article 2. - d'affecter les revenus 2013 et 2014 dudit legs à l'ASBL Fonds des Affections Respiratoires (FARES) suite à la reprise du C.H.S. L'Accueil de Lierneux par l'Intercommunale de Soins spécialisés (ISoSL).

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

RÉSOLUTION n° 12

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu le compte de gestion du legs « ICAN » rendu pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale ;

Attendu que ce compte est dressé en exécution dudit arrêté ;

Vu les livres et documents relatifs à la gestion de ce fonds, tenus dans les bureaux du Gouvernement provincial (Direction générale transversale) ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation et les dispositions de loi provinciale non abrogées ;

Sur proposition du Collège provincial,

DÉCIDE

Article unique - d'approuver ledit compte, conformément aux chiffres établis et se clôturant au 31 décembre 2014 par un boni de 7.138,55 € en avoir à la Banque Belfius au nom du legs « ICAN ».

En séance à Liège, le 19 octobre 2015.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

N° 110 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**REGLEMENT GENERAL 2016 RELATIF A LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015.

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur le revenu, et plus particulièrement ses articles 66 et 74 ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux – Exercice 2016 -, y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant qu'il y a lieu de rassembler les dispositions diverses concernant l'établissement et le recouvrement des taxes provinciales dans un règlement général ;

Considérant que le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales 2015 adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie de la Région wallonne en date du 17 novembre 2014, ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Considérant que ledit arrêté recommande, à l'article 14 du règlement de l'espèce, la modification des termes « Collège des Bourgmestre et Echevins » en « Collège communal » afin de rencontrer les prescriptions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en la matière ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2016 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-65, §2, 8° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

A R R E T E

Article 1^{er}.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales pour l'exercice 2016 dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. - La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. - Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR : 38
- Vote(nt) CONTRE : 18
- S'ABSTIEN(NEN)T : 0
- ~~UNANIMITE~~

En séance à Liège, le 22 octobre 2015

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

EXERCICE 2016**REGLEMENT GENERAL RELATIF A LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES****CHAPITRE I. - Généralités.**

Article 1er. - Le présent règlement est applicable, sauf dérogation ou indication contraire d'un règlement particulier, aux taxes provinciales généralement quelconques établies ou à établir par le Conseil provincial de Liège, à l'exception des centimes additionnels au pré-compte immobilier.

Art. 2. - Les travaux préliminaires au recouvrement, les recouvrements et l'instruction des litiges sont effectués par les fonctionnaires et agents des Administrations désignés à cette fin par la loi ou le décret, et sous l'autorité de ceux-ci.

Art. 3. - Le recouvrement des impositions provinciales et le contentieux y afférent sont régis par les dispositions des articles L3321-1 à L3321-12 du Titre II du Livre III de la troisième partie du Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation.

Sans préjudices de celles-ci, les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes provinciales, pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus. Toutefois, les poursuites, les privilèges et l'hypothèque légale pour le recouvrement des taxes dont la perception incombe à l'administration des Douanes et Accises sont exercés comme en matière de droit d'Accises (art.L3321-12 du C.D.L.D.).

Les rôles des impositions provinciales sont arrêtés et rendus exécutoires, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège provincial dans ses fonctions (art. L3321-4 du C.D.L.D.).

CHAPITRE II. - De l'exigibilité des taxes.

Art. 4. - Les taxes sont exigibles pour leur totalité ou réduites de moitié, selon que la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence dans le courant du premier ou du second semestre de l'année.

En cas de contravention constatée par procès-verbal, la taxe ou la cotisation supplémentaire sera toujours due pour l'année entière.

Aucune taxe n'est due pour l'année en cours, lorsque la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence à partir du 1er décembre.

Art. 5. - En cas de vente ou de cession d'un élément imposable, la taxe payée pour l'année courante peut être transcrite au nom de l'acquéreur, si celui-ci le demande dans le mois, en reproduisant la quittance délivrée au cédant. Aussi longtemps que la mutation n'a pas été déclarée, le cédant est responsable du paiement de la taxe, sauf son recours contre l'acquéreur.

Art. 6. - Lorsqu'un élément imposable classé dans une catégorie inférieure devient, au cours de l'année, passible d'une cotisation plus élevée, il sera dû, en plus de la première imposition, la différence entre les deux taxations. Il sera toutefois fait application des principes énoncés à l'article 4.

Art. 7. - Il n'est accordé aucune remise ou modération dans le cas de vente, cession, cessation d'exploitation, disparition ou passage d'une catégorie supérieure dans une catégorie inférieure, d'un élément imposé.

Art. 8. - Le contribuable qui, du chef de la détention ou de l'utilisation ou exploitation du même élément imposable, a acquitté, au profit d'une autre Province, une taxe analogue à celle qui le frappe dans la province de Liège doit en faire la déclaration, conformément aux dispositions des articles 9 et suivants, mais peut demander un dégrèvement qui sera calculé sur la base de la taxe la moins élevée.

Ce dégrèvement sera supporté par la Province de Liège, dans la proportion du montant de sa taxe comparée à l'ensemble des deux impositions.

Ce dégrèvement proportionnel sera également accordé dans le cas où la taxe perçue dans l'autre province serait équivalente à celle établie dans la province de Liège.

CHAPITRE III. - De la formation des rôles.

Art. 9. - En principe, les impositions portées aux rôles sont établies à la suite d'un recensement, effectué par les administrations communales, sur formulaires qui seront remis par les agents recenseurs communaux, au domicile des contribuables avant le 31 janvier de chaque année.

Ces formules, dûment complétées et signées par les assujettis, doivent être remises à l'agent recenseur avant le 15 février.

Si le contribuable en fait la demande, la formule de déclaration est remplie par l'agent recenseur. Dans ce cas, la signature du contribuable doit être précédée de la mention manuscrite "Approuvé". Si le contribuable ne sait pas signer, la formule de déclaration sera revêtue de la signature des deux témoins.

Art. 10. § 1 - Lorsque le règlement de taxation prévoit une obligation de déclaration, la non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'autorité habilitée à arrêter le rôle notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxation d'office ne peut être enrôlée valablement que pendant une période de trois ans à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition. Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au règlement de taxation commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Le règlement de taxation peut prévoir que les taxes enrôlées d'office sont majorées de tel montant qu'il fixe et qui ne peut dépasser le double de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Art. 10 § 2 - Les infractions visées à l'article 10 § 1, alinéa 1er, sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par l'autorité habilitée à arrêter les rôles. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Art. 10 § 3 - Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 10, § 2 et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Art. 11. - Sont dispensés de la déclaration pour l'année courante, ceux qui, venant s'établir dans une commune, justifient avoir fait cette déclaration et avoir acquitté la taxe dans une autre commune de la province de Liège pour ladite année, ainsi que les héritiers d'un redevable, pour autant que ce dernier ait rempli ses obligations.

Art. 12. - Le redevable qui n'aurait pas été compris dans la distribution des formulaires de déclaration visés à l'alinéa 1er de l'article 9, est tenu d'en aviser son Administration communale avant le 10 février. Il lui sera délivré une formule de déclaration qui devra être complétée, signée et remise à l'agent recenseur pour le 15 février, conformément aux prescriptions de l'alinéa 2 de l'article 9. Les dispositions de l'alinéa 3 du même article sont également applicables au présent cas.

Art. 13. - Les propriétaires, détenteurs, employeurs ou exploitants d'éléments imposables qui se déplaceraient dans plusieurs communes de la province de Liège, sont tenus d'en faire la déclaration, avec mention spéciale de cette circonstance, dans chacune de ces communes, mais la taxe sera payée au lieu de leur domicile, si ce dernier se situe dans la province, ou dans l'une des communes à indiquer par le redevable, si celui-ci réside en dehors de la province.

Art. 14. - Aussitôt que les bulletins de déclaration sont rentrés conformément aux dispositions des articles 9 et 12, le Collège communal dressera un relevé indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, professions et demeures des déclarants, ainsi que les éléments servant au calcul des taxes.

Ce relevé accompagné de toutes les déclarations sera transmis, le 1er mars au plus tard, au Collège provincial, en vue de la formation du rôle.

Le rôle mentionnera:

1. le nom de la Province
2. les noms, prénoms ou dénominations sociales et les adresses des redevables;
3. la date du règlement en vertu duquel la taxe est due;
4. la dénomination, l'assiette, le taux, le calcul et le montant de la taxe, ainsi que l'exercice auquel elle se rapporte;
5. les numéros d'articles;
6. la date du visa exécutoire;
7. la date d'envoi;
8. la date ultime de paiement;
9. le délai dans lequel le redevable peut introduire une réclamation et l'adresse exact de l'instance compétente pour la recevoir (art. L3321-4 du C.D.L.D.).

Art 15. - Toute personne qui, postérieurement au recensement dont question à l'article 11, devient propriétaire, détenteur, exploitant ou employeur d'éléments imposables, augmente le nombre de ceux qu'elle avait primitivement déclarés ou remplace ces derniers par d'autres d'une catégorie imposée à un taux supérieur, doit en faire dans les quinze jours, la déclaration à l'Administration communale.

Une déclaration doit être souscrite alors même que les éléments imposables, dont on devient propriétaire, détenteur, employeur ou exploitant, auraient déjà été déclarés dans une autre province, ou par le précédent redevable. Il sera, dans ces cas, fait application des articles 5 et 8 du présent règlement.

En cas de changement de domicile au sein de la province, d'un propriétaire, détenteur, exploitant, employeur d'éléments imposables, l'Administration communale du domicile précédent en donne connaissance à la commune du nouveau domicile, ainsi qu'à l'administration provinciale. Si le redevable en question n'a souscrit aucune déclaration pour l'année en cours, il est tenu de le faire, dans un délai de quinze jours, auprès de l'Administration communale de son nouveau domicile.

Art. 16. - Le déclarant qui en fait la demande reçoit un extrait de sa déclaration sur papier libre et sans frais.

Art. 17. - Il sera dressé ainsi les 30 juin et 30 novembre de chaque année par les Administrations communales, des relevés supplémentaires comprenant les déclarations des contribuables qui pour une cause quelconque, n'auront pas été portés au rôle primitif.

Les rôles supplétifs seront dressés, arrêtés, rendus exécutoires et recouverts de la même manière que les rôles primitifs.

Art. 18. - Aussitôt que les rôles, tant primitifs que supplétifs, sont rendus exécutoires, ils sont transmis contre accusé de réception au Directeur financier provincial chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable (art. L3321-4 du C.D.L.D.). L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date de l'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 14 § 3. Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe (art.L3321-5 du C.D.L.D.).

Art. 19. - Les taxes provinciales enrôlées sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

Art. 20. - Les imprimés nécessaires à l'établissement et au recouvrement des taxes sont à charge de la Province et fournis par celle-ci.

CHAPITRE IV. - Des réclamations.

Art. 21. - Hormis le cas des centimes additionnels provinciaux aux taxes perçues par l'Etat qui sont soumis aux mêmes règles que l'impôt principal, les réclamations contre les taxes provinciales doivent être introduites, sous peine de déchéance, auprès du Collège provincial qui agit en tant qu'autorité administrative.

Les réclamations contre les taxes provinciales s'effectuent selon les dispositions des articles L3321-9 à L3321-11 du C.D.L.D.

En application de l'article 371 du Code des impôts sur les revenus, applicable aux taxes provinciales en vertu de l'article L3321-12 du Code de la démocratie et de la décentralisation, les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- 1° les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie;
- 2° l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet accuse réception par écrit dans les huit jours de l'envoi de la réclamation.

La réclamation peut également être remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception (article 2 de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur).

Art. 22. - Le réclamant n'est pas tenu de justifier du paiement de la taxe.

Art. 23. - La décision prise par le Collège provincial peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

A défaut de décision, la réclamation est réputée fondée. Les articles 1385 decies et 1385 undecies du Code judiciaire sont applicables.

Le jugement du tribunal de première instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la cour d'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicables aux recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Art. 24. - Le Collège provincial accorde d'office le dégrèvement des taxes résultant d'erreurs matérielles.

ALLGEMEINE ORDNUNG ÜBER DIE EINTREIBUNG DER PROVINZSTEUERN
FÜR DAS JAHR 2016

Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015 und per Beschluss der Wallonischen Region vom 16. November 2015 genehmigt

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches.

Aufgrund des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern, insbesondere der Artikel 66 und 74.

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016;

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug;

In der Erwägung, dass die verschiedenen Bestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzsteuern in einer allgemeinen Regelung zusammengefasst werden müssen;

In der Erwägung, dass die allgemeine Ordnung über die Eintreibung der Provinzsteuern für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und am 17. November 2014 per Beschluss vom Minister der Lokalbehörden, der Stadt, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region genehmigt wurde, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass entsprechend den diesbezüglichen Bestimmungen des Kodex der Lokalen Demokratie und der Dezentralisierung der genannte Erlass in Artikel 14 der betreffenden Ordnung die Abänderung des Begriffs „Bürgermeister- und Schöffenkollegium“ in „Gemeindekollegium“ empfiehlt.

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2016 bereitgestellt werden müssen.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24 August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte allgemeine Ordnung über die Eintreibung der Provinzsteuern für das Jahr 2016 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR: 38
- Stimmen DAGEGEN: 18
- ENTHALTUNGEN: 0
- **EINSTIMMIGKEIT:**

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

RECHNUNGSJAHR 2016

ALLGEMEINE ORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER PROVINZSTEUERN

KAPITEL 1 - Allgemeines

Artikel 1 – Außer bei einer Abweichung und einer anders lautenden Bestimmung in der besonderen Ordnung einer Steuer gilt vorliegender Beschluss für sämtliche Provinzialsteuern, die der Provinzialrat von Lüttich festlegt oder festlegen wird, mit Ausnahme der Zuschlagshundertstel auf dem Immobiliensteuervorabzug.

Artikel 2 – Die Vorarbeiten zur Eintreibung, die Eintreibungen und die Untersuchung von Reklamationen werden von den durch das Gesetz zu diesem Zweck bestimmten Beamten und Bediensteten der Verwaltungen unter deren Aufsicht durchgeführt.

Artikel 3 – Die Eintreibung der Provinzialsteuern und die diesbezüglichen Streitsachen werden durch die Bestimmungen der Artikel L3321-1 bis L3321-12 von Titel II von Buch III des dritten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung [KLDD] geregelt.

Unbeschadet dieser Bestimmungen sind die Bestimmungen von Titel VII Kapitel 1, 3, 4 und 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und die Artikel 126 bis 175 des Erlasses zur Ausführung dieses Gesetzbuches anwendbar auf die Provinzialsteuern, insofern sie nicht speziell die Einkommensteuern betreffen. Verfolgungen, Vorzugsrechte und die gesetzliche Hypothek für die Eintreibung der Steuern, die durch die Zoll- und Akzisenverwaltung einzunehmen sind, werden jedoch wie für die Akzisen ausgeübt (Artikel L3321-12 des KLDD).

Die Heberollen der Provinzialsteuern werden spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem Rechnungsjahr folgt, durch das Provinzkollegium in Rahmen seiner Funktion festgestellt und für vollstreckbar erklärt (Artikel L3321-4 KLDD).

KAPITEL II - Einforderbarkeit der Steuern

Artikel 4 – Die Steuern sind in ihrer Gesamtheit oder nur zur Hälfte einforderbar, je nachdem ob der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements im Laufe des ersten oder des zweiten Halbjahrs beginnt.

Wird eine Übertretung protokolliert, ist die Steuer oder die zusätzliche Abgabe immer für das ganze Jahr zu zahlen.

Die Steuer wird nicht für das laufende Jahr geschuldet, wenn der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements ab dem 1. Dezember beginnt.

Artikel 5 – Bei Verkauf oder Abtretung eines steuerpflichtigen Elements kann die für das laufende Jahr bezahlte Steuer auf den Namen des Erwerbers überschrieben werden, sofern dieser dies binnen einem Monat beantragt bei Vorlage der Quittung, die dem Übertragenden ausgestellt wurde. Solange der Betreiberwechsel nicht gemeldet worden ist, haftet der Übertragende für die Zahlung der Steuer, es sei denn, er hätte Beschwerde gegen den Erwerber eingereicht.

Artikel 6 – Wenn ein in eine niedrigere Kategorie eingestuftes steuerpflichtiges Element im Laufe des Jahres mit einer höheren Abgabe belegt wird, muss zusätzlich zur ersten

Steuer die Differenz zwischen beiden Abgaben bezahlt werden. Hierbei werden jedoch die in Artikel 4 aufgeführten Prinzipien angewandt.

Artikel 7 – Bei Verkauf, Abtretung, Betriebseinstellung, Auflösung oder Zuordnung eines steuerpflichtigen Elements von einer höheren zu einer niedrigen Kategorie wird weder Erlass noch Ermäßigung gewährt.

Artikel 8 – Der Steuerpflichtige, der aufgrund des Besitzes, der Benutzung bzw. der Betreibung desselben steuerpflichtigen Elements eine ähnliche Steuer wie die ihm in der Provinz Lüttich auferlegte Steuer zugunsten einer anderen Provinz bezahlt hat, muss dies gemäß den Bestimmungen der Artikel 9 sqq. melden. Er kann aber einen Steuernachlass beantragen, der auf der Grundlage des niedrigeren Steuersatzes errechnet wird.

Der Steuernachlass geht zu Lasten der Provinz Lüttich nach Verhältnis des Betrags ihrer Steuer zum Gesamtbetrag der beiden Steuern.

Der prozentuelle Steuernachlass wird ebenfalls gewährt, wenn die in der anderen Provinz erhobene Steuer mit der in der Provinz Lüttich festgelegten Steuer übereinstimmt.

KAPITEL III - Heberollen

Artikel 9 – Die in den Heberollen eingetragenen Steuern werden im Prinzip nach einer Zählung festgelegt, die von den Gemeindeverwaltungen anhand von Formularen durchgeführt werden, die die Zählbediensteten der Gemeinde vor dem 31. Januar eines jeden Jahres am Wohnsitz der Steuerpflichtigen aushändigen.

Diese Formulare müssen ordnungsgemäß vom Steuerpflichtigen ausgefüllt und unterschrieben und beim Zählbediensteten vor dem 15. Februar eingereicht werden.

Das Erklärungsformular kann auf Anfrage des Steuerpflichtigen vom Zählbediensteten ausgefüllt werden. In diesem Fall muss vor der Unterschrift des Steuerpflichtigen der handgeschriebene Vermerk „genehmigt“ stehen. Falls der Steuerpflichtige nicht unterzeichnen kann, müssen zwei Zeugen das Erklärungsformular unterzeichnen.

Artikel 10 - § 1 – Sieht die Steuerordnung eine Erklärungspflicht vor, hat die Nichtabgabe dieser Erklärung innerhalb der in vorerwähnter Ordnung festgelegten Frist oder die Abgabe einer falschen, unvollständigen oder ungenauen Erklärung seitens des Steuerpflichtigen die Eintragung der Steuer von Amts wegen in die Heberolle zur Folge.

Bevor die Steuer von Amts wegen veranlagt wird, notifiziert die für die Erstellung der Heberolle zuständige Behörde dem Steuerpflichtigen per Einschreiben die Gründe für die Anwendung dieses Verfahrens, die Elemente, auf denen die Besteuerung basiert, sowie das Verfahren zur Bestimmung dieser Elemente und den Betrag der Steuer.

Der Steuerpflichtige verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Notifizierung, um seine Bemerkungen schriftlich vorzubringen.

Die Veranlagung der Steuer von Amts wegen kann nur während einer Zeitspanne von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres rechtsgültig in die Heberollen eingetragen werden. Diese Frist wird um zwei Jahre verlängert, wenn in betrügerischer Absicht oder mit der Absicht zu schaden gegen die Steuerordnung verstoßen wird.

Die Steuerordnung kann vorsehen, dass die von Amts wegen in die Heberolle eingetragenen Steuern um einen in der Ordnung festgelegten Betrag, der das Doppelte der geschuldeten Steuer nicht überschreiten darf, erhöht werden. Der Betrag dieser Erhöhung wird ebenfalls in die Heberolle eingetragen.

Artikel 10 - § 2 - Die in Artikel 12 § 1 Absatz 1 erwähnten Verstöße werden durch vereidigte Beamte festgestellt, die von der für die Erstellung der Heberolle zuständigen Behörde eigens dazu bestimmt worden sind. Die von ihnen aufgestellten Protokolle haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

Artikel 10- § 3 – Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, auf Ersuchen der Verwaltung und vor Ort alle für die Festlegung der Steuer notwendigen Bücher und Dokumente vorzulegen.

Die Steuerpflichtigen sind ebenfalls verpflichtet, den gemäß Artikel 12 § 2 bestimmten Beamten, die im Besitz ihres Benennungsschreibens sind, freien Zugang zu den bebauten oder unbebauten Immobilien zu gewähren, die ein steuerpflichtiges Element bilden oder beinhalten können oder in denen eine steuerpflichtige Tätigkeit ausgeübt wird, um die Besteuerungsgrundlage festzulegen oder zu überprüfen.

Zu bewohnten Gebäuden oder Räumlichkeiten haben diese Beamten jedoch nur Zugang zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends, und nur mit der Ermächtigung des Richters des Polizeigerichts.

Artikel 11 – Von der Erklärung für das laufende Jahr sind diejenigen befreit, die sich in einer Gemeinde niederlassen und den Nachweis erbringen, dass sie für das betreffende Jahr in einer anderen Gemeinde der Provinz Lüttich diese Erklärung abgegeben und die Steuer bezahlt haben. Das gilt auch für die Erben eines Steuerpflichtigen, wenn Letzterer seinen Verpflichtungen nachgekommen ist.

Artikel 12 – Der Steuerpflichtige, der bei der Verteilung der in Artikel 11 Absatz 1 erwähnten Erklärungsformulare nicht einbezogen worden ist, muss seine Gemeindeverwaltung vor dem 10. Februar davon in Kenntnis setzen. Ihm wird ein Erklärungsformular ausgehändigt, das dem Zählbediensteten gemäß den Vorschriften von Artikel 9 Absatz 2 für den 15. Februar ausgefüllt und unterzeichnet übergeben werden muss. Die Bestimmungen von Artikel 11 Absatz 3 finden ebenfalls Anwendung auf diesen Fall.

Artikel 13 – Die Eigentümer, Besitzer, Arbeitgeber oder Betreiber von steuerpflichtigen Elementen, die sich in mehreren Gemeinden der Provinz Lüttich aufhalten, müssen dies in jeder dieser Gemeinden melden, wobei sie insbesondere auf diesen Umstand hinweisen müssen. Die Steuer wird jedoch in der Gemeinde des Wohnsitzes gezahlt, sofern Letzterer in der Provinz liegt, oder in einer der Gemeinden, die der Steuerpflichtige selbst bestimmt, wenn er außerhalb der Provinz wohnt.

Artikel 14 – Sobald die Erklärungen gemäß den Artikeln 9 und 12 abgegeben worden sind, erstellt das Gemeindegremium ein Verzeichnis, auf dem Name, Vornamen, Beruf und Wohnort der Abgeber der Erklärungen in alphabetischer Reihenfolge und die Elemente für die Berechnung der Steuern vermerkt werden.

Dieses Verzeichnis wird dem Provinzkollegium im Hinblick auf die Erstellung der Heberolle für spätestens den 1. März mit sämtlichen Erklärungen übermittelt.

In der Heberolle wird Folgendes angegeben:

1. der Name der Provinz,
2. die Namen, Vornamen oder Gesellschaftsnamen und Adressen der Steuerpflichtigen,
3. das Datum der Ordnung, aufgrund deren die Steuer zu entrichten ist,
4. die Bezeichnung, die Besteuerungsgrundlage, der Satz, die Berechnung und der Betrag der Steuer sowie das Rechnungsjahr, auf das sie sich bezieht.
5. die Nummern der Artikel,
6. das Datum der Vollstreckbarerklärung,
7. das Datum des Versands,
8. der äußerste Zahlungstermin,
9. die Frist, innerhalb deren der Steuerpflichtige eine Beschwerde einreichen kann, und die genaue Adresse der zuständigen Berufungsinstanz. (Artikel L3321-4 des KLDD).

Artikel 15 – Jede Person, die nach der in Artikel 11 erwähnten Zählung Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen wird, die Anzahl der ursprünglich angegebenen steuerpflichtigen Elemente erhöht oder sie durch andere Elemente ersetzt, die in eine Kategorie mit höherem Steuersatz fallen, muss die Gemeindeverwaltung innerhalb 15 Tagen davon in Kenntnis setzen.

Eine Erklärung muss auch dann eingereicht werden, wenn die steuerpflichtigen Elemente, deren Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber man wird, bereits in einer anderen Provinz oder vom vorherigen Steuerpflichtigen gemeldet worden sind. In diesen Fällen kommen die Artikel 5 und 8 vorliegender Ordnung zur Anwendung.

Wenn ein Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen den Wohnsitz innerhalb der Provinz wechselt, informiert die Gemeindeverwaltung des vorherigen Wohnsitzes die Gemeinde des neuen Wohnsitzes darüber. Diese Information wird auch an die Eintreibungsstellen des früheren und des neuen Wohnsitzes weitergeleitet. Wenn der betreffende Steuerpflichtige für das laufende Jahr keine Erklärung eingereicht hat, muss er dies innerhalb fünfzehn Tagen bei der Gemeindeverwaltung seines neuen Wohnsitzes nachholen.

Artikel 16 – Auf Antrag des Erklärenden wird ihm kostenlos einen Auszug aus seiner Erklärung auf ungestempelttem Papier ausgehändigt.

Artikel 17 – Am 30. Juni und am 30. November eines jeden Jahres erstellen die Gemeindeverwaltungen zusätzliche Verzeichnisse mit den Erklärungen der Steuerpflichtigen, die aus irgendeinem Grund nicht in der ursprünglichen Heberolle aufgeführt waren.

Ergänzende Heberollen werden wie ursprüngliche Heberollen aufgestellt, festgestellt, für vollstreckbar erklärt und eingetrieben.

Artikel 18 - Sobald die sowohl ursprünglichen als auch ergänzenden Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden sie dem Finanzdirektor der Provinz, der mit der Eintreibung beauftragt ist, gegen Empfangsbestätigung übermittelt; dieser sorgt unverzüglich für den Versand der Steuerbescheide. Dieser Versand erfolgt für den Steuerpflichtigen kostenlos (Artikel L3321-4 des KLDD). Auf dem Steuerbescheid werden das Datum des Versands und die in Artikel 14 § 3 erwähnten Angaben vermerkt. Dem Steuerbescheid wird eine Zusammenfassung der Ordnung, auf der die Steuer basiert, beigelegt (Artikel L3321-5 des KLDD).

Artikel 19 – Die in der Heberolle eingetragenen Provinzialsteuern sind binnen zwei Monaten nach Versand des Steuerbescheids zu entrichten.

Artikel 20 – Die zur Aufstellung und zur Eintreibung der Steuern nötigen Vordrucke gehen zu Lasten der Provinz und müssen von dieser zur Verfügung gestellt werden.

KAPITEL IV - Reklamationen

Artikel 21 – Mit Ausnahme der provinziellen Zuschlagshundertstel auf Staatsteuern, die denselben Bestimmungen wie die Hauptsteuer unterliegen, müssen Reklamationen gegen Provinzialsteuern zur Vermeidung des Verfalls beim Provinzgouverneur eingereicht werden, der als Verwaltungsbehörde handelt.

Die Reklamationen gegen die Provinzialsteuern erfolgen gemäß den Bestimmungen der Artikel L3321-9 bis L3321-11 des KLDD.

In Anwendung des Artikels 371 des Einkommensteuergesetzbuches, der aufgrund des Artikels L3321-12 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung auf die Provinzialsteuern anwendbar ist, müssen die Reklamationen zur Vermeidung des Verfalls binnen sechs Monaten ab dem dritten Werktag nach dem Versand des Steuerbescheids, der die Beschwerdefrist angibt, eingereicht werden.

Die Reklamation muss zur Vermeidung der Nichtigkeit schriftlich bei der zuständigen Behörde eingereicht werden.

Sie ist zu datieren und vom Beschwerdeführer oder von seinem Vertreter zu unterzeichnen. Müssen vermerkt werden:

1. Name, Eigenschaft, Adresse oder Wohnsitz des Steuerpflichtigen, zu dessen Lasten die Steuer festgelegt worden ist,
2. Gegenstand der Reklamation und die Darlegung des Sachverhalts und der Klagegründe.

Die zuständige Behörde oder das von ihr eigens dazu bestimmte Organ bescheinigt den Empfang der Reklamation schriftlich binnen acht Tagen nach ihrem Versand.

Die Reklamation kann ebenfalls der zuständigen Behörde oder dem von ihr eigens dazu bestimmten Organ gegen Empfangsbestätigung zugesandt werden (Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 12. April 1999 zur Festlegung des Verfahrens vor dem Gouverneur).

Artikel 22 – Der Beschwerdeführer hat die Zahlung der Steuer nicht nachzuweisen.

Artikel 23 – Gegen den Beschluss des Provinzkollegiums kann Beschwerde vor dem Gericht erster Instanz, in dessen Amtsbereich die Steuer festgelegt worden ist, eingereicht werden.

In Ermangelung eines Beschlusses gilt die Beschwerde als begründet. Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind anwendbar.

Gegen das Urteil des Gerichts erster Instanz kann Widerspruch eingelegt oder Rechtsmittel eingeleitet werden.

Gegen den Entscheid des Appellationshofs kann eine Kassationsbeschwerde eingereicht werden.

Formen, Fristen und Verfahren in Bezug auf Reklamationen werden wie für die staatlichen Einkommenssteuern geregelt und gelten für alle betroffenen Parteien.

Artikel 24 – Das Provinzkollegium gewährt von Amts wegen die Befreiung von Steuern, die aus sachlichen Fehlern entstanden sind.

N° 111 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**TAXE PROVINCIALE SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES POUR 2016**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015.

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3^o, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2016), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le règlement taxe 2015 sur les établissements bancaires, adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie de la Région wallonne en date du 17 novembre 2014, ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2016 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-65, §2^e, 8^o du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.- Le règlement de la taxe provinciale 2016 sur les établissements bancaires, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2.- La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3.- Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR : 46
- Vote(nt) CONTRE : 0
- S'ABSTIEN(NEN)T : 10
- ~~UNANIMITE~~

En séance à Liège, le 22 octobre 2015

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

EXERCICE 2016**REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE
SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES.**

Article 1er. - Il est établi, au profit de la province de Liège, une taxe annuelle à charge de toute personne physique ou morale à l'intervention de laquelle est installé sur son territoire un établissement bancaire ouvert au public.

Art. 2. - Le taux de la taxe est fixé annuellement à 372 € par établissement, augmentés d'une somme de 56 € par poste de réception, à partir du cinquième.

On entend par poste de réception, tout endroit (local, bureau, guichet, ...) où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

Art. 3. - Par établissement bancaire, il faut entendre tout établissement, sans distinguer s'il s'agit d'un siège principal ou d'une succursale, d'une agence, d'un office..., qui se livre à titre principal ou accessoire à des activités de dépôts bancaires et/ou de crédit sous des formes quelconques, pour autant que deux personnes au moins y soient occupées.

Art. 4. - La taxe est due pour l'année entière, quelles que soient l'époque et la durée de l'installation.

Art. 5. - La taxe est payable spontanément et en une seule fois, au plus tard le 1er mars de chaque année, et en tout cas, dans le mois qui suit l'installation d'un nouvel établissement, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet.

Le talon du bulletin de versement ou virement doit indiquer la nature de la taxe et l'endroit de situation des éléments imposables. Ces renseignements peuvent éventuellement être fournis par lettre adressée au Directeur financier provincial.

Art. 6. - Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 14 du règlement général, les Administrations communales adresseront chaque année au Collège provincial, pour le 15 février au plus tard, un relevé des éléments imposables situés, au 1er janvier de la même année, sur le territoire de leur commune et signaleront, en outre dans les 15 jours, toute nouvelle installation.

Au vu de ces renseignements, la Province établira la liste des redevables en retard de paiement, en vue de la formation d'un rôle; dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

Art. 7. - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

ORDNUNG ÜBER DIE PROVINZSTEUER AUF BANKEN
FÜR DAS JAHR 2016

Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015 und per Beschluss der Wallonischen Region vom 16. November 2015 genehmigt.

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 § 2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie die nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches.

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016;

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug;

In der Erwägung, dass die allgemeine Ordnung über die Provinzsteuern auf Banken für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und am 17. November 2014 per Beschluss vom Minister der Lokalbehörden, der Stadt, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region genehmigt wurde, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2016 bereitgestellt werden müssen.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24. August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Ordnung über die Provinzsteuer auf Banken für das Jahr 2016 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR: 46
- Stimmen DAGEGEN: 0
- ENTHALTUNGEN: 10
- **EINSTIMMIGKEIT:**

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

RECHNUNGSJAHR 2016**ORDNUNG ÜBER DIE PROVINZSTEUER AUF BANKEN**

Artikel 1 – Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person erhoben, durch deren Vermittlung auf dem Gebiet der Provinz eine der Öffentlichkeit zugängliche Bank eingerichtet wird.

Artikel 2 – Der Steuersatz wird jährlich auf 372 € pro Einrichtung festgelegt, plus eine Summe von 56 € pro getrennte Annahmestelle ab der fünften Stelle.

Unter Annahmestelle versteht man jede Stelle (Raum, Büro, Schalter usw.), an der ein Angestellter der Bank ein Bankgeschäft zugunsten eines Kunden verrichten kann.

Artikel 3 – Unter Bank versteht man jede Einrichtung, die – ungeachtet der Tatsache, ob es sich um einen Hauptsitz, eine Zweigniederlassung, eine Zweigstelle, ein Büro usw. handelt – als Haupt- oder Nebentätigkeit Depositen annimmt und/oder Darlehen gewährt – in gleich welcher Form auch immer –, sofern mindestens zwei Personen dort beschäftigt sind.

Artikel 4 – Die Steuer ist für das ganze Jahr zu entrichten, ungeachtet des Zeitpunkts und der Dauer der Einrichtung.

Artikel 5 – Die Steuer ist unaufgefordert in einem einzigen Mal spätestens am 1. März eines jeden Jahres und auf jeden Fall innerhalb des Monats nach demjenigen der Einrichtung einer neuen Bank auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmenkonto zu zahlen oder zu überweisen.

Auf dem Abschnitt des Zahlungs- bzw. Überweisungsscheins müssen die Art der Steuer und der Standort der steuerpflichtigen Elemente angegeben sein. Diese Angaben können eventuell durch ein Schreiben an den Finanzdirektor der Provinz mitgeteilt werden.

Artikel 6 – In Abweichung von Artikel 16 Absatz 2 der allgemeinen Ordnung übermitteln die Gemeindeverwaltungen dem Provinzgouverneur jedes Jahr spätestens für den 15. Februar eine Liste der am 1. Januar desselben Jahres auf dem Gebiet ihrer Gemeinde befindlichen steuerpflichtigen Elemente und teilen zudem innerhalb 15 Tagen jede neue Einrichtung mit.

Auf der Grundlage dieser Auskünfte erstellt die Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Erstellung einer Heberolle. In diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

Artikel 7 – Die allgemeine Ordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf vorliegende Steuer, sofern nicht durch die voraufgehenden Sonderbestimmungen hiervon abgewichen wird.

N° 112 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**TAXE PROVINCIALE SUR LES DEPOTS DE MITRAILLE OU DE VEHICULES HORS D'USAGE POUR 2016.**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015.

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2016), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le règlement taxe 2015 sur les dépôts de mitraille ou de véhicules hors d'usage, adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne en date du 17 novembre 2014, ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2016 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-65, §2^e, 8° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.- Le règlement de la taxe provinciale 2016 sur les dépôts de mitraille ou de véhicules hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2.- La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3.- Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR : 48
- Vote(nt) CONTRE : 0
- S'ABSTIEN(NEN)T : 8
- ~~UNANIMITE~~

En séance à Liège, le 22 octobre 2015

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

EXERCICE 2016**REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE SUR LES DEPOTS DE MITRAILLE
OU DE VEHICULES HORS D'USAGE.**

Art. 1er. - Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les dépôts de mitraille ou de véhicules hors d'usage, installés en plein air sur son territoire et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Art.2. - La taxe est due par le propriétaire des marchandises entreposées, quelle que soit leur importance, même si le dépôt n'a pas été autorisé en application de la réglementation en vigueur pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le propriétaire du terrain sur lequel un dépôt semblable est installé, est solidairement redevable de la taxe.

Art. 3. - La taxe est fixée comme suit, en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel le dépôt est établi:

- jusqu'à 5 ares 445 euros,
- plus de 5 ares jusqu'à 10 ares 890 euros,
- plus de 10 ares jusqu'à 20 ares 1.190 euros,
- plus de 20 ares jusqu'à 50 ares 1.490 euros,
- plus de 50 ares jusqu'à 100 ares ... 1.980 euros,
- plus de 100 ares 2.480 euros,
- par véhicule isolé 250 euros.

Si, dans le courant de l'année, un exploitant crée un nouveau dépôt, il est tenu d'en faire spontanément la déclaration auprès de l'administration provinciale – Impositions provinciales - 4000 LIEGE.

La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus:

- soit par le fait de sa situation;
- soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

Les dépôts dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires sont exonérés de la présente taxe.

Art. 3 bis. - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Art. 4. - Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

**PROVINZSTEUER AUF DEPOTS VON ALTEISEN UND AUSGEDIENTEN
FAHRZEUGEN FÜR DAS JAHR 2016**

Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015 und per Beschluss der Wallonischen Region vom 16. November 2015 genehmigt

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie die nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches.

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016;

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug

In der Erwägung, dass die allgemeine Ordnung über die Provinzsteuer auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und am 17. November 2014 per Beschluss vom Minister der Lokalbehörden, der Stadt, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region genehmigt wurde, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2016 bereitgestellt werden müssen.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24. August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Ordnung über die Provinzsteuer auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen für das Jahr 2016 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR: 48
- Stimmen DAGEGEN: 0
- ENTHALTUNGEN: 8
- **EINSTIMMIGKEIT:**

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

RECHNUNGSJAHR 2016**ORDNUNG ÜBER DIE PROVINZSTEUER AUF DEPOTS VON ALTEISEN UND
AUSGEDIENTEN FAHRZEUGEN**

Artikel 1 – Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen erhoben, die unter freiem Himmel auf ihrem Gebiet eingerichtet sind und von den der Öffentlichkeit zugänglichen Straßen und Wegen aus sichtbar sind.

Artikel 2 – Die Steuer ist von dem Eigentümer der abgelagerten Waren ungeachtet deren Umfangs zu entrichten, auch wenn das Depot nicht in Anwendung der für gefährliche, gesundheitsgefährdende oder lästige Betriebe geltenden Regelung genehmigt worden ist.

Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein derartiges Depot eingerichtet ist, ist solidarisch steuerpflichtig.

Artikel 3 – Die Steuer ist aufgrund der Gesamtoberfläche des Grundstücks, auf dem das Depot eingerichtet ist, wie folgt festgesetzt:

– bis zu 5 Ar	445 €
– über 5 bis 10 Ar	890 €
– über 10 bis 20 Ar	1190 €
– über 20 bis 50 Ar	1490 €
– über 50 bis 100 Ar	1980 €
– über 100 Ar	2480 €
– pro Einzelfahrzeug	250 €

Wenn der Betreiber im Laufe des Jahres ein neues Depot anlegt, muss er dies der Provinzverwaltung – Provinzsteuern – 4000 LÜTTICH unaufgefordert melden.

Die Steuer ist nicht zu entrichten, wenn das Depot von allen Punkten der im vorerwähnten Artikel 1 erwähnten Straßen aus unsichtbar ist:

- entweder aufgrund seiner Lage
- oder aufgrund der Tatsache, dass es mit Mauern, Hecken oder anderen Tarnmitteln umgeben ist, die so hoch sind, dass es vollständig unsichtbar wird.

Depots in Hafen- oder Bahnhofsgeländen sind von vorliegender Steuer befreit.

Artikel 3bis – Der Betrag der Steuer muss auf das zu diesem Zweck vorgesehene Konto der Provinz gezahlt werden.

Artikel 4 – Die allgemeine Ordnung über die Erhebung der Provinzsteuern findet Anwendung auf vorliegende Steuer.

N° 113 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**TAXE PROVINCIALE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE POUR 2016**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015.

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3^o, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu les articles 14§2 et 3 de la loi du 28 février 1882 sur les permis et licences de chasse telle que modifiée ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2016), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le règlement taxe 2015 sur les permis et licences de chasse, adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne en date du 17 novembre 2014, ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2016 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article Art. L2212-65. §2 8^o du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.- Le règlement de la taxe provinciale 2016 sur les permis et licences de chasse, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2.- La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3.- Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR : 48
- Vote(nt) CONTRE : 0
- S'ABSTIENNE(NT) : 8
- ~~UNANIMITE~~

En séance à Liège, le 22 octobre 2015

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Marianne LONHAY

Le Président,

Claude KLENKENBERG.

EXERCICE 2016

**REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE
SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE**

Article 1er. - Il est perçu au profit de la Province de Liège, une imposition sur chaque permis et licence de chasse délivrés sur son territoire.

Art. 2. - Le montant de cette imposition est égal au 1/10e du montant de la taxe perçue par la Région wallonne.

Art. 3. - La taxe est due par le titulaire du permis ou de la licence de chasse; toutefois, dans le cas d'une licence de chasse, elle est due solidairement par le titulaire du permis qui a sollicité la licence pour son invité.

Art. 4. - Par dérogation aux dispositions du règlement général, la taxe est payable spontanément et en une fois, au plus tard dans les quinze jours de la délivrance du permis ou de la licence, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet.

Dès réception du paiement, une quittance est délivrée au contribuable.

Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe.

Art. 5. - Au vu des renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent pour la délivrance des permis et licences de chasse, le Directeur financier provincial établira la liste des redevables en retard de paiement en vue de la formation d'un rôle; dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

Art. 6. - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

PROVINZSTEUER AUF JAGDSCHEINE UND – LIZENZEN FÜR DAS JAHR 2016**Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015 und per Beschluss der Wallonischen Region vom 16. November 2015 genehmigt**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 § 2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie die nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches.

Aufgrund von Artikel 14 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über Jagdscheine und –lizenzen in seiner jüngsten Fassung.

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016.

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug.

In der Erwägung, dass die allgemeine Ordnung über die Provinzsteuer auf Jagdscheine und –lizenzen für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und am 17. November 2014 per Beschluss vom Minister der Lokalbehörden, der Stadt, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region genehmigt wurde, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2016 bereitgestellt werden müssen.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24. August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Ordnung über die Provinzsteuer auf Jagdscheine und -lizenzen für das Jahr 2016 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR: 48
- Stimmen DAGEGEN: 0
- ENTHALTUNGEN: 8
- ~~EINSTIMMIGKEIT:~~

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

RECHNUNGSJAHR 2016**ORDNUNG ÜBER DIE PROVINZSTEUER AUF
JAGDSCHEINE UND – LIZENZEN**

Artikel 1 – Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine Steuer auf die in der Provinz ausgestellten Jagdscheine und – lizenzen erhoben

Artikel 2 – Die Höhe dieser Steuer beträgt 1/10 der von der Wallonischen Region erhobenen Steuer.

Artikel 3 – Die Steuer ist vom Inhaber des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz zu entrichten; bei einer Jagdlizenz wird sie jedoch solidarisch vom Inhaber des Scheins geschuldet, der die Jagdlizenz für seinen Gast beantragt hat.

Artikel 4 – In Abweichung von den Bestimmungen der allgemeinen Ordnung ist die Steuer spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab Ausstellung des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz unaufgefordert in einem Mal auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmenkonto zu zahlen bzw. zu überweisen.

Bei Eingang der Zahlung wird dem Steuerpflichtigen eine Quittung ausgestellt.

Es werden weder Steuererlasse, noch Steuerermäßigungen gewährt.

Artikel 5 – Auf der Grundlage der Auskünfte, die der für die Ausstellung der Jagdscheine und –lizenzen zuständige Beamte übermittelt hat, erstellt der Finanzdirektor der Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Bildung einer Heberolle; in diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

Artikel 6 – Die allgemeine Ordnung über die Erhebung der Provinzsteuern findet Anwendung auf vorliegende Steuer, sofern nicht durch die vorausgehenden Sonderbestimmungen hiervon abgewichen wird.

N° 114 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES**TAXE PROVINCIALE SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES, AINSI QUE SUR LES INSTALLATIONS ET ACTIVITES SOUMISES AU DECRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT POUR 2016.**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015.

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2016), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le règlement taxe 2015 sur les établissements dangereux, adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie de la Région wallonne en date du 17 novembre 2014, ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2016 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-65, §2, 8° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.- Le règlement de la taxe provinciale 2016 sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement, dont le texte est annexé, est adopté.

Article 2.- La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3.- Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR :
- Vote(nt) CONTRE :
- S'ABSTIENNE(NT) :
- **UNANIMITE**

En séance à Liège, le 22 octobre 2015,

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

EXERCICE 2016**REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES AINSI QUE SUR LES INSTALLATIONS ET ACTIVITES SOUMISES AU DECRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT.**

Article 1^{er}.- Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement.

Sont visés :

1. Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de classe 1 exploités sur base du Règlement général pour la protection du travail dont la nomenclature fait l'objet du titre premier, chapitre II, dudit Règlement général et les établissements dont question à l'arrêté royal du 28 février 1963 qui sont rangés dans les classes I et II par le Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes ;
2. Les installations et activités de classes 1 et 2 soumises au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées, exploitées.

Lorsqu'un ou plusieurs établissements, installations et activités sont mis en œuvre, la taxe est due autant de fois qu'il y a d'établissements, installations ou activités.

Sont visés les éléments imposables existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2.- La taxe est due par l'exploitant du ou des établissements, installations ou activités visés à l'article 1^{er}.

Article 3.- La taxe est fixée à 50 EUR par élément imposable.

Article 4.- Sont exonérés de l'impôt, les établissements, installations ou activités :

- qui sont restés inactifs pendant toute l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice. L'impôt est réduit de moitié pour les éléments restés inactifs pendant au moins six mois consécutifs de ladite année ;
- exploités par l'Etat, la Province et les communes et affectés à un service gratuit d'utilité publique ;
- exploités par des associations sans but lucratif ;
- exploités par les entreprises agricoles,
- les unités et installations d'épuration individuelle capables de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante respectivement inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants et comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants.
- opérations de forage ou de sondage pour un usage géothermique (Pompes à chaleur)

Article 5.- La taxe est perçue par voie de rôle. L'Administration provinciale est autorisée à recueillir tous les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.- Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 7.- Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

**ORDNUNG ÜBER DIE PROVINZSTEUER AUF GEFÄHRLICHE
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE ODER LÄSTIGE BETRIEBE SOWIE AUF ANLAGEN
UND TÄTIGKEITEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE UMWELTGENEHMIGUNG
UNTERLIEGEN FÜR DAS JAHR 2016**

Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015 und per Beschluss der Wallonischen Region vom 16. November 2015 genehmigt.

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 § 2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie die nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches.

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016;

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug;

In der Erwägung, dass die allgemeine Ordnung über die Provinzsteuern auf gefährliche gesundheitsgefährdende oder lästige Betriebe sowie auf Anlagen und Tätigkeiten, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und am 17. November 2014 per Beschluss vom Minister der Lokalbehörden, der Stadt, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region genehmigt wurde, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2016 bereitgestellt werden müssen.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24. August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Ordnung über die Provinzsteuer auf gefährliche gesundheitsgefährdende oder lästige Betriebe sowie auf Anlagen und Tätigkeiten, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen für das Jahr 2016 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- **EINSTIMMIGKEIT**

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

RECHNUNGSJAHR 2016**ORDNUNG ÜBER DIE PROVINZSTEUER AUF GEFÄHRLICHE
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE ODER LÄSTIGE BETRIEBE SOWIE AUF ANLAGEN
UND TÄTIGKEITEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE UMWELTGENEHMIGUNG
UNTERLIEGEN**

Artikel 1 – Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende oder lästige Betriebe sowie auf Anlagen und Tätigkeiten, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, erhoben.

Dies betrifft:

1. die aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung betriebenen gefährlichen, gesundheitsgefährdenden oder lästigen Betriebe der ersten Klasse, die unter Titel 1 Kapitel II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung aufgelistet sind, und die Einrichtungen, die im Königlichen Erlass vom 28. Februar 1963 erwähnt sind und durch die allgemeine Ordnung zum Schutz der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen in die Klassen I und II eingestuft worden sind,
2. die Anlagen und Tätigkeiten der Klassen 1 und 2, die dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten unterliegen und betrieben werden.

Falls ein bzw. eine oder mehrere Betriebe, Anlagen und Tätigkeiten eingerichtet werden, ist die Steuer so oft zu entrichten, wie es Betriebe, Anlagen oder Tätigkeiten gibt.

Dies betrifft steuerpflichtige Elemente, die am 1. Januar des Steuerjahrs bestehen.

Artikel 2 – Die Steuer wird vom Betreiber der in Artikel 1 erwähnten Betriebe, Anlagen oder Tätigkeiten geschuldet.

Artikel 3 – Die Steuer wird auf 50 € pro steuerpflichtiges Element festgelegt.

Artikel 4 – Von der Steuer befreit werden:

- Betriebe, Anlagen oder Tätigkeiten, die während des gesamten dem Veranlagungsjahr vorausgehenden Jahres stillstanden. Die Steuer wird um die Hälfte gekürzt für Elemente, die während mindestens sechs aufeinander folgender Monate besagten Jahres stillstanden,
- Betriebe, Anlagen oder Tätigkeiten, die von dem Staat, der Provinz und den Gemeinden betrieben werden und für eine kostenlose gemeinnützige Dienstleistung bestimmt sind,
- Betriebe, Anlagen oder Tätigkeiten, die von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht betrieben werden,
- Betriebe, Anlagen oder Tätigkeiten, die von landwirtschaftlichen Unternehmen betrieben werden,
- Die individuellen Kläranlagen oder –einheiten zur Abwasserbehandlung von bis zu 20 EW und von 20 bis 100 EW
- Geothermische Bohrungen und Sondierungen (Wärmepumpen).

Artikel 5 – Die Steuer wird mittels Heberollen eingetrieben. Die Provinzialverwaltung ist ermächtigt, alle Auskünfte einzuholen, die für die Besteuerung erforderlich sind.

Artikel 6 – Der Betrag der Steuer muss auf das zu diesem Zweck vorgesehene Konto der Provinz gezahlt werden.

Artikel 7 – Die allgemeine Ordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf vorliegende Steuer, sofern nicht durch die voraufgehenden Sonderbestimmungen hiervon abgewichen wird.

N° 115 SERVICES PROVINCIAUX – RÈGLEMENTS FISCAUX**REGLEMENT RELATIF AUX EXONERATIONS EN FAVEUR
D'ACTIVITES INDUSTRIELLES NOUVELLES POUR 2016**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 approuvée par Arrêté de la Région wallonne du 16 novembre 2015.

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3^o, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2016), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le règlement 2015 relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles, adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne en date du 17 novembre 2014, ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'implantation sur le territoire de la Province de Liège, d'activités industrielles nouvelles et leur développement pendant la période de croissance et d'expansion économique, notamment en leur consentant des exonérations fiscales ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article Art. L2212-65. §2 8^o du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.- Le règlement 2016 relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2.- La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3.- Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR : 48
- Vote(nt) CONTRE : 0
- S'ABSTIENNE(NT) : 8
- UNANIMITE

En séance à Liège, le 22 octobre 2015

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

EXERCICE 2016**REGLEMENT RELATIF AUX
EXONERATIONS EN FAVEUR D'ACTIVITES INDUSTRIELLES NOUVELLES DE LA
TAXE PROVINCIALE SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU
INCOMMODES, AINSI QUE SUR LES INSTALLATIONS ET ACTIVITES SOUMISES
AU DECRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT**

Art.1er. - Les personnes physiques ou morales qui mettent en oeuvre, sur le territoire de la Province, des activités industrielles nouvelles visées par la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique tel que remplacé par le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1992, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et l'arrêté royal du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, pourront bénéficier, à partir du début de cette activité d'une exonération de la taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les installations et activités soumises au décret relatif au permis d'environnement.

Art. 2. - Le dégrèvement sera accordé pour une période de cinq ans et correspondra à l'accroissement de la base taxable engendré par l'activité industrielle nouvelle.

Art. 3. - Les modalités de retrait des avantages prévus par les lois susvisées sont applicables, mutatis mutandis, aux présents dégrèvements.

Art. 4. - Sans préjudice au droit de réclamation contre les cotisations portées aux rôles d'imposition dans les formes et délais légalement stipulés, la demande d'exonération devra être introduite dans un délai d'un an à dater de la mise en oeuvre des activités industrielles nouvelles justifiant l'application des présentes dispositions.

Toutefois, les demandes introduites après ce délai seront prises en considération pour l'octroi de l'exonération pendant la période prévue à l'article 2, diminuée du nombre d'années écoulées entre la mise en oeuvre des activités nouvelles et celle de l'introduction de la demande.

Art. 5. - Le présent règlement est décrété pour un terme d'un an.

**ORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN ZUGUNSTEN NEUER
INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN FÜR DAS JAHR 2016**

Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015 und per Beschluss der Wallonischen Region vom 16. November 2015 genehmigt

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie die nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016.

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug.

In der Erwägung, dass die Ordnung in Bezug auf Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und am 17. November 2014 per Beschluss vom Minister der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region genehmigt wurde, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass die Ansiedlung von neuen industriellen Betrieben auf dem Gebiet der Provinz Lüttich gefördert und ihre Entwicklung während der wirtschaftlichen Expansions- und Wachstumsperiode u.a. durch Steuerentlastungen unterstützt werden muss.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24. August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Ordnung in Bezug auf Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten für das Jahr 2016 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR: 48
- Stimmen DAGEGEN: 0
- ENTHALTUNGEN: 8
- **EINSTIMMIGKEIT:**

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

RECHNUNGSJAHR 2016**ORDNUNG ÜBER EINE ENTLASTUNG ZUGUNSTEN NEUER INDUSTRIELLER
TÄTIGKEITEN VON DER PROVINZSTEUER AUF GEFÄHRLICHE,
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE BETRIEBE SOWIE AUF ANLAGEN
UND TÄTIGKEITEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE UMWELTGENEHMIGUNG
UNTERLIEGEN**

Artikel 1 – Natürliche oder juristische Personen, die auf dem Gebiet der Provinz neue industrielle Tätigkeiten im Sinne des Gesetzes vom 24. Mai 1959 zur Erweiterung der Erleichterungen für den Zugang des Mittelstands zum Berufs- und Handwerkskredit, des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zur Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industrien, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, das durch den Erlass des wallonischen Regionalrats vom 25. Juni 1992 ersetzt wird, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1982 über die Schaffung von Beschäftigungsgebieten einführen, haben ab Beginn der Tätigkeiten Anspruch auf eine Befreiung von der Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Anlagen und Tätigkeiten, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen.

Artikel 2 – Der Steuernachlass wird für eine Dauer von fünf Jahren gewährt und entspricht dem durch die neue industrielle Tätigkeit erzeugten Zuwachs der steuerpflichtigen Grundlage.

Artikel 3 – Die Modalitäten zum Entzug der durch vorerwähnte Gesetze vorgesehenen Vorteile sind *mutatis mutandis* auf vorliegende Nachlasse anwendbar.

Artikel 4 – Unbeschadet des Rechts, in den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen eine Reklamation gegen die in den Heberollen eingetragenen Steuern einzureichen, muss der Antrag auf Steuerbefreiung innerhalb eines Jahres ab Aufnahme der von vorliegenden Bestimmungen betroffenen neuen industriellen Tätigkeiten eingereicht werden.

Die Anträge, die nach dieser Frist eingereicht werden, werden jedoch für die Gewährung der Steuerbefreiung während der in Artikel 2 vorgesehenen Dauer berücksichtigt, wobei die Anzahl Jahre abgezogen wird, die zwischen der Aufnahme der neuen Tätigkeiten und der Einreichung des Antrags verstrichen ist

Artikel 5 – Vorliegende Ordnung wird für die Dauer eines Jahres erlassen.

N° 116 SERVICES PROVINCIAUX – FINANCES - IMPÔT**CENTIMES ADDITIONNELS PROVINCIAUX AU PRECOMPTE IMMOBILIER POUR 2016**

Résolution du Conseil provincial du 22 octobre 2015 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 16 novembre 2015)

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la loi du 19 avril 2014 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne datée du 16 juillet 2015 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2016 ;

Vu la circulaire du 24 juin 2015 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2016), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le taux fixé pour les centimes additionnels au précompte immobilier, adopté par sa résolution du 23 octobre 2014 et qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 18 novembre 2014), ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2016 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2016 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 17 août 2015 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article Art. L2212-65. §2, 8° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 24 août 2015 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.- Il est établi au profit de la Province de Liège 1750 centimes additionnels au précompte immobilier pour 2016.

Article 2.- La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3.- Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultat du vote :

- Nombre de votants : 56
- Vote(nt) POUR : 38
- Vote(nt) CONTRE : 18
- S'ABSTIENNE(NT) : 0
- ~~UNANIMITE~~

En séance à Liège, le 22 octobre 2015

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.

ZUSCHLAGHUNDERTSTEL AUF DEM IMMOBILIENSTEUERVORABZUG**ZUGUNSTEN DER PROVINZ FÜR DAS JAHR 2016****Resolution des Provinzialrats vom 22. Oktober 2015, die der Aufsichtsbehörde der Wallonischen Region nicht vorgelegt werden muss (Ministerielles Schreiben vom 16. November 2015)**

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 162, 170, 172 und 173.

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung.

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3°, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes.

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches.

Aufgrund des Gesetzes vom 19. April 2014 zur Abänderung des Einkommensgesetzbuches 1992 hinsichtlich der Zusatzsteuern auf regionale Steuern.

Aufgrund des Haushaltsrundschreibens vom 16. Juli 2015 des Ministers der Lokalbehörden, der Stadtverwaltungen, des Wohnungswesens und der Energie der wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2016.

Aufgrund des Rundschreibens vom 24. Juni 2015 über die Erstellung der Steuerordnungen (2016), samt Zuschlagsteuer auf den Immobiliensteuervorabzug.

In der Erwägung, dass die allgemeine Ordnung über die Eintreibung der Provinzsteuern für das Jahr 2015, die per Resolution vom 23. Oktober 2014 verabschiedet und der Aufsichtsbehörde der Wallonischen Region nicht vorgelegt werden muss, für 2016 nicht abgeändert werden muss.

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2016 bereitgestellt werden müssen.

Aufgrund der Weiterleitung des Dossiers am 17. August 2015 an den Herrn Finanzdirektor der Provinz, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-65 §2 Punkt 8 des KLDD zu erhalten.

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 24. August 2015.

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums.

BESCHLIESST DER PROVINZIALRAT VON LÜTTICH:

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich werden für das Jahr 2016 1750 Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug erhoben.

Artikel 2 - Vorliegende Resolution wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegende Resolution tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Wahl:

- Anzahl der Abstimmenden: 56
- Stimmen DAFÜR: 38
- Stimmen DAGEGEN: 18
- ENTHALTUNGEN: 0
- ~~EINSTIMMIGKEIT:~~

Lüttich, den 22. Oktober 2015

Für den Rat

Marianne LONHAY
Generaldirektorin der Provinz

Claude KLENKENBERG
Präsident

N° 117 MONUMENTS ET SITES***Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 relatif aux monuments et sites***

*En séance du 12 novembre 2015, le Collège provincial, a pris connaissance de l'arrêté ministériel du 22 mai 2015 par lequel le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine de la Région wallonne, classe, comme site, le « **Grand site paysager de la boucle de l'Ourthe** » à NEUPRE et ESNEUX.*

N° 118 MONUMENTS ET SITES***Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 relatif aux monuments et sites***

En séance du 12 novembre 2015, le Collège provincial, a pris connaissance de l'arrêté du 7 juillet 2015 parvenu au Gouvernement provincial le 17 septembre suivant, par lequel le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du patrimoine pour la Région wallonne classe :

comme monuments : - la **chapelle de Vervoz** (façades, toitures et crypte) à l'exception de tout mobilier, cadastrée su CLAVIER, 1^{ère} division, section F parcelle n° 107^B
- Le **mur de clôture du hameau** depuis la maison n° 9, y compris les façades incorporées dans le mur, jusque devant la maison dite « Strebelle » ;

comme ensemble architectural : - le château de Vervoz, ses dépendances, la chapelle, la grille qui longe la pâture qui borde l'étang et la chapelle, l'ancienne ferme jouxtant le château, du mur de clôture du hameau, les bâtiments de deux anciennes fermes (à l'exception de la maison dite « Strebelle »), l'ancienne forge et la maison du forgeron.

N° 119 COURS D'EAU

Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 relatif aux cours d'eau

*Par arrêté du 12 novembre 2015 le Collège provincial, **autorise**, sous certaines conditions, la Société ORES, Zoning industriel de Aye, rue André Feher, n° 14 à 6900 MARCHE-EN-FAMENNE, à poser des câbles en travers et au-dessus du ruisseau dénommé « **Le Wayai** », n° 5-07, dans sa partie classée en 2^{ème} catégorie, sur le territoire de la Ville de SPA.*

N° 120 COURS D'EAU

Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 relatif aux cours d'eau

*Par arrêté du 12 novembre 2015 le Collège provincial, **autorise**, sous certaines conditions, l'Association Intercommunale pour le Démergemenet et l'Epuration des communes de la Province de Liège s.c.r.l. (A.I.D.E.), rue de la Digue n° 25 à 4420 SAINT-NICOLAS, à réaménager la berge droite du ruisseau « **de Sainte-Julienne** », n° 0-12, dans sa partie classée en 3^{ème} catégorie à Retinne, sur le territoire de la commune de **FLERON**.*

N° 121 COURS D'EAU

Arrêté du Collège provincial du 12 novembre 2015 relatif aux cours d'eau

*Par arrêté du 12 novembre 2015 le Collège provincial, **autorise**, sous certaines conditions, la Société ORES, Zoning industriel de Aye, rue André Feher, n° 14 à 6900 MARCHE-EN-FAMENNE, à poser des canalisations en travers et sur les ruisseaux dénommés « **d'Asse** », n° 3-10 et « **de Mortier** », n° 3-08, dans leur partie classée en 2^{ème} catégorie, sur le territoire de la Commune de **DALHEM**.*